

opposé des documents authentiques et irrécusables contre lesquels sont venus se briser vos odieux mensonges.

Il ne restait plus qu'un fait, qu'une seule planche à laquelle "Trépassé" eût pu s'accrocher dans son naufrage; ce fait, cette planche, c'est "l'excommunication de toute une paroisse où s'étaient mariés en présence de témoins seulement, un couple de jeunes gens, cousins éloignés, à qui, sous prétexte de dispense, se, il voulait arracher plus que le pauvre couple ne possédait."

Nous disions dans notre article du 10, qu'on ne trouvait nulle part que Mgr. Briand eût agi comme le disait "Trépassé", et nous avions raison; seulement comme le fait que signale "Trépassé" par la lettre de M. Paret, n'était pas indiqué dans le registre de l'archevêché de Québec, nous avons recouru aux archives que nous avons trouvées les documents authentiques qui démontrent la fausseté des assertions passionnées d'un contemporain qui, n'ayant pas l'évêque personnellement, comme sa lettre le prouve, croyait pouvoir, dans une lettre toute confidentielle, raconter à son ami des faits dont il n'avait pas lui-même été témoin et qu'il n'avait pas eu devoir prendre la peine d'identifier. Rien comme le mensonge pour donner du lustre à la vérité.

Que dit la première correspondance de "Trépassé"? "M. Briand, évêque de Québec, n'excommunia-t-il pas toute une paroisse où s'étaient mariés, en présence de témoins seulement, un couple de jeunes gens, cousins éloignés, à qui, sous prétexte de dispense, il voulait arracher plus que le pauvre couple ne possédait?"

Le Journal a pu répondre négativement à ces deux assertions. Car dans le cas cité par "Trépassé" dans l'avenir du 18 du courant:

1° Il n'est pas question de jeunes gens, cousins éloignés, mais seulement de deux concubinaires publics un garçon et une jeune fille, entre lesquels il se trouvait un empêchement autre que celui de sa parenté, d'après ces expressions de Mgr. Briand, dans une pièce du 5 février 1774:

"Nous déclarons que les personnes qui ont ainsi attenté de se marier avec un empêchement sur lequel nous n'avons pas dispense, parce que nous ne le pouvions pas et qu'il fallait recourir au Pape, se sont mis hors d'état de suivre les canons d'obtenir cette dispense du Pape même, etc."

Sur cette article les avançes du correspondant se trouvent donc fautes de tous points, mais sur le 2d article, l'évêque n'avait pas pu parler de concubinaires (et de fait il n'en est nullement question dans la nombreuse correspondance du curé du lieu et de l'évêque, correspondance à laquelle "Trépassé" peut avoir sucrés s'il le juge à propos) puis qu'il s'agissait d'un empêchement sur lequel l'évêque ne pouvait pas dispenser, mais seulement le Pape de qui encore les deux malheureux s'étaient mis hors d'état d'obtenir suivant les canons.

Donc double fausseté refutée, ainsi que l'indigne avançé qui suit. "Comme M. Briand aime un peu l'argent, il exige de ce pauvre malheureux une somme qu'il exerce la valeur de sa terre." Cette hideuse calomnie n'a pas même le mérite de la vraisemblance.

Voyons à une accusation plus grave, sinon mieux appuyée:

"M. Briand excommunia non seulement les mariés et les convives, mais toute la paroisse sans exception, en sorte que M. et Mme de Caspé, à une lieue de la paroisse, se trouvent enveloppés dans l'excommunication."

D'abord l'excommunication ne fut pas lancée par l'évêque, elle avait déjà été encourue par les concubinaires *ipsa facto*, et c'était bien la l'opinion du prélat lui-même, comme on le voit dans une lettre du onze février, même année, adressée au curé:

"Quant aux témoins et à tous ceux qui ont contribué à cette damnable action, ils ont encouru l'excommunication. Un seul des canons, et vous leur expliquerez ce terme, et ce n'est pas moi qui les excommunique."

Il n'est pas nécessaire de prouver maintenant cette doctrine théologique, elle est suffisamment traitée dans les auteurs spéciaux pour qu'on ne donne la peine d'y recourir et les textes des canons sont entre les mains de tous les catholiques instruits aussi bien que les décrets des Papes et le droit canon en général. Nous parlons de catholiques et non à ceux qui croient que des décrets des conciles s'ajoutent!

2° Toute la paroisse ne fut pas excommuniée; c'est une indigne fausseté que de le prétendre. L'évêque déclara excommuniés ceux qui étaient par le droit, savoir: (mandement du 5 février 1849.)

1° Les deux personnes qui ont eu l'impudence d'attenter de se marier contre les règles de l'Eglise; 2° toutes les personnes qui ont assisté à cette sacrilège cérémonie; 3° tous ceux qui ont été à la criminelles réjouissance de la fête; et 4° plus particulièrement encore ceux qui ont conseillé cette action, l'ont approuvée, aidée et autorisée."

Ne manquons pas d'ajouter que ce n'est pas une excommunication puisqu'en terminant son mandement le prélat ajoute:

"Si la désobéissance continue, nous procéderons à l'annulation et aux cérémonies de l'excommunication, en dénonçant les coupables par leurs noms, prénoms et qualités."

Or cette mesure de rigueur n'a jamais été mise à effet.

Si votre frère a péché, avait dit J. C., reprenez-le en secret, s'il ne vous écoute pas, dites à l'Eglise; s'il n'écoute pas l'Eglise, regardez-le comme un païen et un publicain. Ce n'est pas ce que vous auriez fait, vous autres socialistes de toutes les couleurs, au lieu de commencer par la douceur, vous auriez déchiré votre père, vous l'auriez calomnié au besoin, si vous n'aviez pas sous la main de documents ou de témoins capables de mentir comme vous, vous auriez exhumé les mémoires passionnées d'un homme qui a mieux aimé calomnier que de prendre la peine d'identifier les faits. Mais l'évêque sur le compte duquel vous êtes plus à mentir et que vous avez calomnié de toute la puissance de votre plume, cet évêque, ce successeur de St. Paul, n'a pas eu devoir devier de la doctrine et des principes du Christ même; il commence donc par les remontrances secrètes, comme le prouve sa lettre du 25 février 1774 où il motive ses procédés ultérieurs:

"Puisque, dit-il, toutes mes exhortations pleines de bonté et de douceur ne Pont pas changé..."

2° Et la correction publique, qu'on pense l'apôtre des nations? Il y avait au commencement du 18 siècle de l'ère chrétienne, une homme qui n'était pas socialiste, mais qui comprenait et dans le cœur du bouillonnant les grands principes d'amour et de fraternité; cet homme s'appelait Paul, ou, si vous voulez, saint Paul, le grand apôtre, l'apôtre des nations. Pour tout homme qui est catholique, pour

tout homme qui est chrétien, pour tout homme qui a ne ses frères, Paul est encore un grand nom, une grande autorité, et peut-être n'est-il pas mal de le citer, afin que les catholiques du Canada puissent choisir entre le disciple du pire Christ et le disciple inspiré de Paul, "Trépassé."

Comment se comporte-t-il à l'égard du pécheur de Corinthe? "Quoiqu'absent, dit-il, j'ai jugé cet homme comme si j'étais présent, j'ai résolu que dans votre assemblée, où je suis en esprit, au nom et par le pouvoir de Notre Seigneur Jésus-Christ, le coupable soit livré à Satan, pour faire mourir en lui la chair et sauver son âme. (Cor. o. 5, v. 14.)

Quant au dernier avançé du correspondant par rapport à l'excommunication, tout le monde comprendra qu'il importe peu que telles et telles personnes fussent une lieue ou à dix lieues de la paroisse, si par leurs conseils ou approbation ou autorisation, elles avaient encourus les peines de l'Eglise. Ce n'est donc que par la part qu'elles ont dû prendre à cette scandaleuse affaire que des personnes nommées par d'autres que nous, se trouvaient, comme dit le correspondant, enveloppées dans l'excommunication. Mais "L'excommunication, continue-t-on, ne fut relevée que plus de deux mois après, aux instantes prières de M. et de Mad. de G..."

C'est encore là une fausseté. Le moniteur était du 5 février et l'interdit fut levé par une lettre du 11, dont l'original existe et qui était adressée au curé. Il est vrai néanmoins que l'interdit ne fut levé que deux semaines et non pas deux mois après, ainsi qu'il appert par l'extrait suivant d'une lettre dans laquelle on aura sans doute à reconnaître ces emportements que l'on se plaît à attribuer au digne prélat. L'interdit a été si glorieux pour l'Eglise du Canada et qui fut tant estimé des autorités civiles (comme on le prouvera dans l'occasion) pour son intégrité, sa sagesse et sa mansuétude.

Voici l'extrait de la lettre—Monsieur le curé:

"Je ne puis qu'être très content des démarches et des marques de repentir qu'ont données les auteurs et les coupables de l'infâme scandale qui a été donné dans la paroisse de St. Jean. Je ne voulais pas leur perte éternelle; mais j'ai voulu leur faire souffrir beaucoup. Il ressort aujourd'hui une bien plus douce consolation, en me servant des pouvoirs de cette même Eglise pour les rappeler au giron de l'Eglise et les faire rentrer dans le bercail. Peut-être serait-il à propos que je différais leur réconciliation afin qu'ils sentissent mieux l'horreur et le danger de leur état, mais je ferai tout de violence à ma tendre affection pour tous les peuples que Notre Seigneur m'a confiés, si je les voyais plus longtemps séparés de lui. J'aimerais mieux pécher par miséricorde que par rigueur. Aussi monsieur, je vous donne tout pouvoir pour mettre les choses au même état etc."

"(Signé, J. O. Ev. de Québec.)"

On ne voit pas que le pasteur ait été porté à faire rentrer les scandaleux dans l'Eglise par d'autres motifs ni d'autres sollicitations que celles de son cœur dont sont si aversaires même admirant les expansions. Mais auront-ils le courage, la loyauté de l'avouer et de dire qu'ils ont été trompés?

C'est ainsi que s'est fondue un soleil de la vérité le rempart de mensonge derrière lequel s'était placé "Trépassé" pour insulter à des hommes qu'il traite en ennemis et qui probablement ne lui ont fait que du bien. Nous avons brisé sa dernière redoute.

MELANGES RELIGIEUX

MONTREAL, 11 SEPTEMBRE 1849.

Quelle incident prive nos lecteurs du plaisir de lire aujourd'hui la suite du discours de M. De Falloux; nous la publierons vendredi.

LE MONITEUR CANADIEN.

Allons, Monsieur le Moniteur, vous vous fâchez trop vite. Quel héraut que nous nous sommes permis de blâmer votre excessive complaisance à admettre toutes sortes de produits dans vos colonnes, voilà que vous prenez feu, et nous dites des choses dures... Il y a pourtant moyen de s'entendre. D'abord nous voulons reproduire votre charmant morceau, afin que nos lecteurs en jugent, et admirent la justesse, voire même la justice avec laquelle vous répondez à nos avances; ensuite nous déposerons humblement à ses pieds, sans colère, sans haine et sans trouble, nos réflexions et nos réponses, évitant seulement de frapper si scrupuleusement que vous à côté de la question.—Dites que ce n'est pas de l'impartialité.

Voici donc le bienveillant, raisonnable et religieux article, tel qu'il est sorti de vos presses, le 8 septembre 1849:

LES MELANGES RELIGIEUX.

"Toujours et partout le même système de persécution et de baillonnement a été mis en pratique par une partie du clergé pour étouffer jusque dans sa racine la liberté de la presse. Est-il donc étonnant que nous ayons si tôt été mis à l'index, et que les *Mélanges Religieux* de cette ville, nous aient déjà fait la charité de suspendre au-dessus de la tête du *Moniteur Canadien* les foudres vengeresses du Vatican de la rue St. Denis?"

"La Nation de New-York ose soutenir que le clergé Catholique Irlandais a été l'une des causes principales de l'exportation des derniers efforts faits par la malheureuse Irlande pour se soustraire au joug si lourd et si criant de l'Angleterre, et la Nation est aussitôt l'objet de la haine casinistique et inquisitoriale du savant et saint prélat qui a actuellement l'avantage impitoyable de remplir le siège épiscopal de la première ville commerciale des Etats-Unis."

"L'avenir, lui, ose penser que le peuple Italien, comme tout autre peuple, a le droit de se donner tels maîtres ou tel gouvernement qu'il désire, et l'avenir devient aussitôt le sujet des pieuses fustigations, des poursuives acharnées des très-révérends messieurs Chini, Pissier, et Pinsonnault, du No. 19 du séminaire St. Sulpice de cette ville."

"Le *Moniteur Canadien* enfin, ose donner champ libre à toutes les opinions dans ses colonnes, il a la hardiesse de dire sa pensée sur les dîmes et l'annexion, pouvait-il échapper aux colères ou à la griffe d'une gente monacale?"

"Rien de plus naturel, rien de plus conforme aux précédents établis par certains membres de l'Eglise, que les emportements des rédacteurs des *Mélanges*. Pour nous donc, qui connaissons quelque peu l'histoire des excès où se sont laissés aller, de tous temps, des ecclésiastiques, prêtres ou évêques, chaque fois qu'ils se sont crus menacés dans leur influence ou dans leur pouvoir, depuis surtout, qu'abandonnant les préceptes de l'Evangile ils se sont laissés aller aux vains desirs des biens de ce monde, nous ne sommes ni effrayés ni étonnés des insinuations, au moyen desquelles on cherche à nous perdre, comme on a déjà essayé inutilement d'en perdre bien d'autres. La presse libre et indépendante n'est-elle pas en effet comme Antée qui ne fait que se relever toujours plus fort de ses chutes et rechutes? Persuadés de ceci, et convaincus que le bon sens du peuple ne pourra tôt ou tard manquer de lui faire comprendre qu'on ne veut que tuer tout ce qui fait mine de le défendre contre les abus des pouvoirs civils ou ecclésiastiques, nous marcherons sans crainte vers notre but, nous occupant peu des contorsions ou des grimaces que l'on fera autour de nous, mais nous occupant uniquement d'invoquer sans cesse ce qui nous considérerons être l'intérêt de la majorité de nos compatriotes."

Ainsi, lecteurs, article 1er "toujours et partout," même avant l'invention de l'imprimerie, même encore aujourd'hui chez l'empereur de Russie, chez les Chinois, les Indiens et les Indes, ces coquins, ces catholiques ont cherché à étouffer jusque dans sa racine la liberté de la presse. Hommes de réformes avisez-vous d'attaquer dans vos écrits les dogmes religieux, les lois de l'Eglise, les droits qu'ont respectés les nations et les siècles; signalez comme abus, comme danger pour la société l'ombre même de l'influence temporelle du prêtre, égarez les esprits, accablerez l'erreur; poussez les peuples à la révolte, au pillage, au sacrilège, au massacre; à propos de démocratie et de liberté, répandez la colonie et le mensonge; donnez à votre haine, à votre impiété, à votre ambition le masque séduisant et trompeur de la défense des intérêts sociaux... et ces petits despotes de l'Eglise, vous persécuteront, vous brûleront, vous feront dans l'ostage des gens de bien. Voilà ce que feront les prêtres de tous les temps et de tous les lieux: O injustice!!!

Evêque de New-York, nous vous avons en jadis cité, aussi recommandable par votre compatissant libéralisme que par vos lumières et vos vertus, et voilà que vous fustigez irrespectueusement l'annonciateur qui signale les sottises de cet absurde clergé par les soins duquel la malheureuse Irlande gémit encore sous le joug de l'Angleterre. Aussi, petit évêque, écoutez la leçon du grand et sage *Moniteur Canadien*, qui sévèrement vous commande pour votre haine casinistique et inquisitoriale. Vous et le clergé d'Irlande, qui avez témoigné tant de sympathie à l'illustre O'Connell, ce défenseur intépide des libertés, vous n'êtes que des encoûtés, des absolutistes et des despotes."

Quoi d'étonnant après cela que des prêtres canadiens ou français, tels que MM. Chini, Pissier, Pinsonnault et les rédacteurs des *Mélanges* se soient aussi montrés rebelles et fâchés à l'égard de nos lumières de l'avenir et du *Moniteur Canadien*. Voyez-vous, on vos fils de hot'entots, c'est si barbares, si ignorants, si arriérés; cette gente monacale, c'est si portée à la colère; et que Bileau avait bien raison de dire: "tant de fiel entre-t-il dans l'âme des évêques!"

Voilà, Monsieur le Moniteur, tout ce que nous voulons répondre à votre premier article, c'est à dire à vos petites injures, à de fausses et vaines déclarations se condamnant déjà suffisamment d'elles-mêmes.

Passons au second, où vous avez l'air plus calme, bien que ni moins malveillant, ni plus opportun dans vos répliques.

"Les *Mélanges*, dites-vous, semblent aussi décidés à vous faire connaître."—Oui, Monsieur, et ils le sont pour chaque fois que vous admettez des injures, des injustices et des calomnies contre la religion et le clergé, des paroles dangereuses pour l'ordre social.—Tant pis si cela n'est pas de votre goût. Ce n'est guère du notre non plus, mais c'est de notre devoir.—Vous supposez déjà que la haine et la jalousie nous inspirent à votre égard.—Mais pourquoi quand nous auriez-vous par hasard fourni le motif de l'une ou de l'autre? Vos dernières diatribes mêmes ne nous disposent que davantage à dire de vous tout le bien possible, dès l'instant que vous aurez entrepris de travailler plus à votre gloire, à celle de votre pays, à l'intérêt véritable de vos concitoyens. Croyez-vous donc qu'il n'y a pas de milieu entre défendre des principes de progrès, de lumières, de saine démocratie, et profaner un journal par d'absurdes ou l'indignes écrits..."

Nous nous faisons bon marché de vos épithètes prétendues ironiques de *révéré*, de *charitables*, de *saint*, puis de *charitables* encore, sans préjudice à celle de *charité*.—Tout cela n'est que du jargon philosophique, pillé dans le dictionnaire voltairien.—Oh! que c'est fatigant et usé! Grâce toute fois pour la belle *fraternité*, c'est au moins à la mode; c'est plus neuf; c'est le grand extrême de *liberté*, *égalité*, groupe aimable, semblable aux trois grâces, qui paraît nager depuis les édifices pittoresques jusqu'aux derniers cabarets de Paris..."

Nous passons également sur les deux noms de *déloyaux*, de *fourbes*, de *menteurs* que vous nous prodiguez, de peur sans doute, et à bon droit peut-être, que nous nous permettions de vous les appliquer à vous-mêmes.

Dans les observations que vous nous faites, vous semblez parfois en effleurer d'assez justes, contre les quelles nous aurions pu à dire, si ce n'est cela n'était gâté par un mélange hétérogène. Vous êtes injuste, ou au moins très exagéré, quand vous dites que nos écrits, pour ce qui vous concerne, renferment plus de haine que de raison; parce que d'abord, nous avons peu parlé de vous jusqu'ici, qu'ensuite nous croyons dans ce peu avoir amplement motivé, développé, prouvé nos assertions, et que, dans tous les cas, un argument *ad hominem* vient aussitôt vous crier que dans vos précédents articles du 8 septembre, vous ne refutiez pas une seule de nos avances; vous frappez en l'air, ou sur n'importe quoi.—Avant de continuer, nous allons citer la fin de votre second article, où vous seriez plus vrai et plus sensé, si vous étiez moins général. La voici.

"Les *Mélanges* prétendent que nos *cris* sont discordants et pourquoi? parce que la tribune que nous avons dressée est ouverte à tout le monde. Oui, MM. des *Mélanges*, notre tribune est ouverte à tous, à nos amis comme à nos adversaires; nous ne craignons aucunement d'admettre dans nos colonnes les écrits, de ceux qui ne pensent pas comme nous; nous les publions, et nous sommes contents de les discuter, car comme vous devez le savoir, MM. du choc

des idées jaillit la lumière. Ah! vous n'aimez pas cette condition-là, vous! et pour cause. Vous aimez mieux être seuls devant vos juges, vos lecteurs; et vous avez raison, car, n'étant pas contrôlés, ils doivent certainement vous donner gain de cause."

"Nous vous le demandons, lecteurs, où en serait la civilisation si on avait suivi la conduite que suit en ce moment les *Mélanges* et ses alliés? Où en serait la civilisation, si la presse n'avait fait que baillonner l'opinion publique afin de permettre aux rédacteurs de journaux ou à leurs maîtres, d'imposer leurs opinions aux peuples! Votre conduite, MM. des *Mélanges*, si elle avait toujours été suivie, eût, fait que l'on serait encore au bon vieux temps où la Sainte Inquisition et ses auto-da-fés, et d'autres choses de même pâte encore excitaient l'admiration du monde."

"Admettre en principe, ainsi que vous le voulez, que la presse ne doit donner impression qu'aux opinions qui se trouvent en concordance avec celles des rédacteurs de journaux, c'est imposer au monde leur manière de penser, c'est tuer toute discussion, c'est substituer jusqu'en politique la doctrine de la foi à tout prix, et de l'obéissance aveugle au libre examen et à la liberté de penser. Avec une doctrine comme la vôtre, supposez une seule presse en Canada, avec un écrivain aussi éclairé que celui que vous avez tout récemment fait passer par le châtiment, et dites-vous quel espoir il resterait au Canada de se voir tôt ou tard sortir de l'état de stagnation où nous sommes, pour rentrer dans une voie plus prospère? Evidemment nous ne pourrions manquer, en fait d'idées et de principes, de retourner aux plus mauvais jours des temps les plus tristes ou les plus ignorants."

Nous savons bien Monsieur le Moniteur, que votre tribune est ouverte à tout individu, et alors on ne s'étonne pas d'y entendre toutes sortes de cris. Mais avec cela c'est fort incommode de ne pas voir la face, ni savoir le nom de ces individus que vous y recevez; c'est nous exposer tous à être traités comme des chiens à part et en deux mots, voici sur ce point quelle est notre pensée:—se cacher, ainsi sans le voile de l'anonyme, c'est déjà compter bien pour soi et d'avance se juger reprenable, ou bien c'est mettre en face la haine agressive, comme on la dit, qui poignarde dans l'ombre. C'est donc déloyal, c'est honteux, c'est lâche!—Du choc des idées jaillit la lumière.—Où nait comment voulez-vous que ce "jaillissement du choc" se fasse pour des lecteurs qui ne peuvent pas comparer les opposés? Aujourd'hui vous attaquez le Pape d'un côté, les évêques, les prêtres, puis la religion, puis vous partez pour l'annexion, puis contre ceux que vous pensez opposés à l'annexion; quel jaillissement d'idées, contre-voilà, qu'il sorte de là? Si non que chaque lecteur, plus ou moins intelligent, plus ou moins apte ou disposé à faire le choc, n'ayant pas d'ailleurs connaissance des résultats du choc fait par d'autres, et peut-être vos idées contre lesquelles les portant sa chope ont la vérité, la justice, l'opinion des gens raisonnables, bien pensant, et les intérêts réels de la société.

Ce n'est pas en vain que l'on avoue, que l'on calomnie, que l'on favorise les passions, il en reste toujours des traces, quelque forte d'ailleurs que soit l'indolence que l'on y oppose.

Nos lecteurs, dites-vous, n'étant pas contrôlés, doivent certainement nous donner gain de cause."—Ils sont vraiment bien complaisants nos lecteurs de ne nous pas contester une cause que nous leur apportons après dix huit siècles un monna d'épreuves et de triomphes.—Notre cause, c'est celle du catholicisme, de la morale, de l'ordre, de l'imprescriptible droit.

Vous admettez dans votre journal la liberté de la presse; nous vous l'accordons aussi; mais c'est l'abus de cette liberté que nous ne vous accordons pas, et c'est cet abus que nous signons à la juste méfiance des lecteurs.—Voyez la France, elle veut aussi la liberté, et elle a raison; elle veut la liberté de la presse; mais cette liberté elle ne se la donne que jusqu'à certaines limites, après lesquelles commence l'abus, parce qu'elle sait bien, parce qu'elle a vu, parce qu'elle a éprouvé que dans l'abus de cette liberté gissent le désordre, l'immoralité, la ruine de la société toute entière.

Le ci-devant Editeur des *Mélanges*, selon vous, passé par le châtiment, a déjà été justifié de vos malveillantes attaques par les deux notes que nous avons publiées à son sujet; nous n'y revenons pas aujourd'hui.

Le Journal de Québec du 6 courant s'exprime ainsi:

"L'avenir paraît en vouloir à la *Minerve* d'avoir reproduit notre article intitulé: "La Religion, M. Chini, et l'avenir"; il insinue que la *Minerve* aurait fait cette reproduction pour les *Mélanges Religieux* qui n'oseraient pas la faire. Nous ne voulons pas faire l'injure aux *Mélanges* de croire qu'ils ont peur de l'avenir, et que, par crainte de lui, ils ne reproduiraient pas un écrit auquel il n'est pas capable de répondre."

En recevant le numéro des *Mélanges Religieux* du 4 septembre, le Journal a dû se rassurer sur notre compte et cesser de prendre pour de la lâcheté notre attitude pacifique à notre entrée dans la carrière du journalisme. Et les discussions dans lesquelles nous sommes engagés contre des journaux qui paraissent s'entendre pour représenter le clergé Canadien sous les couleurs les plus odieuses, ont dû achever de le délivrer d'une pénible inquiétude. Au nom de la Religion, nous nous plaisons à reconnaître les services que le Journal rend à la bonne cause, et nous ne saurions être indifférents à l'effort qu'il nous fait d'être notre auxiliaire. Il a élevé la voix dans une circonstance importante; il le pouvait, puisqu'il trouvait à l'Archevêché les seuls documents à l'aide desquels les assertions de "Trépassé" pouvaient être réfutées. Son travail est des plus appréciables et nous l'en félicitons bien cordialement. Mais, en même temps, nous nous félicitons aussi nous-mêmes de nous être attiré le reproche d'être trop pacifiques. Quand nous aurons à adresser quelques paroles désagréables à nos adversaires, le public en jugera que nous devons avoir de bien pressants motifs de le faire.—Enfin, nous avons aussi sujet de croire que nos faibles travaux en faveur de la religion ne sont pas demeurés sans appréciation: nos listes de souscripteurs se remplissent rapidement.

Le Journal parle aussi d'une armistice que nous aurions demandée à l'avenir et que celui-ci n'aurait accepté que par grâce. Nous sommes persuadés que l'avenir nous rendra justice, en expliquant ce qu'il entend par ce mot d'armistice. Nous n'avons pas honte de nos sentiments: nous aimons mieux n'avoir à combattre que les ennemis de l'Eglise, que d'être en lutte contre